L’enseignement catholique entre dans la campagne présidentielle. Le document qu’ils ont publié contient des propositions réactionnaires d’une période que nous pensions révolue :

– favoriser l’autonomie des établissements, ou plutôt des chefs d’établissement

– déroger aux textes actuels de la Fonction publique

– limiter le rôle de l’État à un simple payeur et lui enlever le pilotage du système éducatif.

Associé à ce document, l’enseignement catholique a diffusé une vidéo insultante envers les personnels de l’enseignement public remplie de clichés (profs grévistes, tire-au-flanc, rétifs à toutes réformes…), la vidéo pose les établissements de l’enseignement catholique comme la seule solution pour une « réelle éducation de qualité ».

La CGT Educ’action et la CGT-Enseignement privé notent que la direction de l’enseignement catholique ouvre une nouvelle guerre scolaire et agit comme une entreprise qui cherche à gagner des parts de marché face à un concurrent : qui n’est autre que le Service public d’Education.

La CGT Educ’action et la CGT-Enseignement privé s’inquiètent de cette campagne ou la direction de l’enseignement catholique utilise des fonds publics pour dénigrer et attaquer le Service public.

Il devient urgent dans l’intérêt du Service public de cesser de financer la concurrence des établissements privés sous contrat en les nationalisant et en intégrant les personnels dans la Fonction publique d’Etat. Comme le porte nos deux organisations.

Montreuil, le 2 mars 2017